

La « crise anglophone » au Cameroun

**Une note d'information de l'Action mondiale pour la paix et la justice au Cameroun
(décembre 2021)**

Un résumé de la situation actuelle

- Les Nations unies estiment que 700 000 civils (sur une population de six millions d'anglophones) sont des déplacés internes en raison des combats et de la destruction de maisons et de villages par le gouvernement et les forces séparatistes.
- Durant quatre ans, jusqu'à 855 000 enfants n'ont pas pu aller à l'école et seulement 19% des écoles étaient ouvertes avant le confinement dû à la pandémie.
- L'OCHA estime que plus de 65 000 anglophones se sont enfuis au Nigéria voisin et un nombre indéterminé d'autres ont demandé l'asile dans les pays occidentaux et ailleurs.
- L'OCHA estime que des centaines de villages anglophones ont été incendiés par les forces armées camerounaises. (Brûler des villages civils comme punition collective viole le droit international humanitaire.)
- Les groupes de défense des droits de l'Homme s'accordent pour dire que plus de 4 000 personnes ont été tuées depuis 2016.
- Des ONG impartiales de défense des droits de l'Homme ont des preuves de mises à feu de bâtiments et de « brûles » de personnes, d'enlèvement, d'extorsion, de torture et d'assassinats de civils non-armés impliquant la Brigade d'intervention rapide, l'armée, la gendarmerie et la police du gouvernement camerounais, ainsi que des combattants séparatistes non étatiques.
- Amnesty International affirme que des dizaines d'opposants politiques demeurent en prison, dont des journalistes. Les forces de sécurité camerounaises procèdent régulièrement à des arrestations arbitraires.

La crise anglophone est en train de devenir incontrôlable

La situation sécuritaire dans les régions anglophones du Cameroun continue de se détériorer, avec des groupes séparatistes dissidents sur le terrain qui ajoutent à la souffrance des civils non armés, déjà assiégés par les forces armées camerounaises.

La crise a débuté en 2016 avec des manifestations pacifiques contre l'imposition de juges et d'enseignants francophones dans les tribunaux et les écoles anglophones par le gouvernement central. On observait également une érosion systématique des procédures de « common law » anglophone.

Cette situation s'est détériorée en un conflit violent et une catastrophe humanitaire après que le gouvernement ait utilisé une force disproportionnée. Il existe des preuves accablantes fournies par des observateurs internationaux impartiaux des droits de l'Homme tels que Human Rights Watch, le Crisis Group et Amnesty International de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité perpétrés par toutes les parties. L'Université de Toronto détient une base de donnée sur les atrocités vérifiables.

Une ONG suisse, le Centre pour le dialogue humanitaire, a tenté une médiation, mais la méfiance et le désintérêt empêchent les progrès. L'élargissement du processus suisse est nécessaire, ainsi que la pression de la communauté internationale. En octobre 2019, le gouvernement camerounais a répondu au plaidoyer international en organisant un Grand dialogue national. Cependant, de nombreux dirigeants anglophones se sont exclus par peur et du fait du manque d'attention porté sur la racine des revendications anglophones. En conséquence, la crise a continué et s'est aggravée, malgré l'adoption par le gouvernement d'un « statut particulier » pour les régions anglophones, qui est de toute façon cosmétique. Le gouvernement a empêché l'Eglise catholique de réunir les groupes anglophones modérés de la société civile, exacerbant la présence d'opinions extrémistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le gouvernement répond maintenant avec des projets DDR et un programme de reconstruction que de nombreuses personnes considèrent comme étant futile dans une zone de guerre active.

Contexte historique

Le Cameroun a un « problème anglophone » au moins depuis 1972, lorsque des changements constitutionnels ont érodé son système fédéraliste, et sans doute depuis que le Cameroun du Sud a rejoint le Cameroun français en 1961, en raison de la marginalisation des anglophones par le gouvernement central largement francophone (la population du pays est à 20% anglophone et 80% francophone).

De 1919 à 1960 il y avait deux Cameroun. Le territoire le plus vaste était administré par la France, en utilisant les systèmes légaux et éducatifs français et la langue française. Dans des régions du Sud, de l'Ouest et du Nord, les Britanniques étaient aux commandes. Dans leurs écoles, les élèves parlaient anglais et se préparaient au Certificat général d'éducation britannique, et dans leurs tribunaux, la « common law » anglaise était dispensée par des juges anglophones.

En 1961, un référendum a demandé aux habitants du Cameroun britannique s'ils voulaient rejoindre le Nigéria voisin ou le Cameroun francophone. Un troisième choix - l'indépendance - ne leur a pas été proposé.

Les Camerounais anglophones du Nord ont voté pour se joindre au Nigéria et dans le Sud et l'Ouest ils ont voté pour se joindre au Cameroun français, faisant immédiatement d'eux une minorité dans la nouvelle République fédérale du Cameroun. La Constitution garantissant une fédération de droits égaux pour les francophones et les anglophones a rapidement été

démantelée en 1972 par le gouvernement à majorité francophone, ce qui a consolidé son pouvoir. Jusqu'à récemment, seul un des 36 membres du cabinet était un anglophone. Il est juste de dire que les anglophones ont été marginalisés politiquement, économiquement et culturellement par un gouvernement dominé par les francophones pendant de nombreuses années.

Crimes de guerre et atrocités

Les séparatistes armés exigent que les deux régions à majorités anglophones du Cameroun, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, deviennent un nouveau pays appelé « l'Ambazonie ». Ils utilisent des méthodes violentes de plus en plus sophistiquées. Certains des « Amba Boys » échappent au contrôle des dirigeants provisoires autoproclamés de « l'Ambazonie », qui ne sont pas unis.

Plus récemment, ils ont été impliqués dans des explosions d'engins explosifs improvisés, des enlèvements contre rançon, des exécutions, des mutilations et des attaques contre des civils. Par exemple, les combattants auraient :

- utilisé un engin explosif improvisé pour tuer un chauffeur de taxi qui avait enfreint leurs ordres de rester à la maison le lundi (Buea, 10 novembre 2021) ;
- jeté un engin explosif improvisé sur le toit d'un amphithéâtre universitaire, blessant 11 étudiants, alors que le haut-commissaire du Canada se trouvait dans un amphithéâtre voisin (Buea, 10 novembre 2021) ;
- enlevé six délégués divisionnaires du gouvernement camerounais, en tuant un (division de Ndian, 15 juin 2021) ;
- abattu un motocycliste pour avoir enfreint l'ordre de rester à la maison le lundi (Bamenda, 6 octobre 2021) ;
- lancé des menaces de mort contre des défenseurs des droits de l'homme pour avoir prêché la non-violence lors d'une conférence à Toronto (novembre 2021) ;
- attaqué des écoles, tuant quatre élèves et un enseignant (Ekondo Titi, 24 novembre 2021) ;
- mutilé et tué un directeur d'école primaire (Wum, 5 octobre 2021); et
- ont pris pour cible et tué des travailleurs humanitaires affiliés à MSF et à l'ONU (région du Sud-Ouest, 11 juillet 2020, et Guzang-Batibo, 7 août 2020).

Cependant, les dirigeants modérés de la société civile anglophone continuent de lancer des appels pacifiques pour une plus grande autonomie des anglophones dans la résolution de cette crise. Ils appellent par exemple au retour à une version du système fédéraliste camerounais originel (officiellement en place de 1961 à 1972), éventuellement en utilisant une forme de règlement constitutionnel comme entre le Québec et le Canada.

Des associations impartiales de défense des droits de l'Homme ont documenté de graves exactions commises par les forces de sécurité camerounaises, notamment le fait d'incendier des maisons et des villages, des tirs aveugles, des attaques contre des hôpitaux et des écoles,

des tortures, des viols, des extorsions et des exécutions de civils. Le gouvernement camerounais a arbitrairement détenu des locuteurs anglophones, dont des journalistes.

Dernièrement, les forces de sécurité auraient :

- envahi un hôpital soupçonné de soigner des combattants séparatistes, menaçant d'y mettre le feu (Kumbo, 14 novembre 2021) ;
- envahi le village de Waajung, rasant plus de 20 maisons, tuant trois civils et brûlant vif un homme dans sa boutique (Wum, 18 octobre 2021) ;
- ont rasé et pillé des maisons à Tamba, et auraient violé une jeune fille de 15 ans (5 octobre 2021) ;
- brûlé des maisons à Kikaikom (7 octobre 2021) ; et
- abattu des civils à Tinto (2 octobre 2021), Wum (19 octobre 2021), Ngarbuh (27 octobre 2021), Buea (14 novembre 2021), Bamenda (15 novembre 2021), Malende (18 novembre 2021), Gom (27 novembre 2021).

En outre :

Le 14 octobre 2021, un officier de gendarmerie à un poste de contrôle à Buea a ouvert le feu sur un véhicule civil qui ne voulait pas lui verser un pot-de-vin, tuant une fillette de 5 ans qui se rendait à l'école. Le 12 novembre 2021, un officier de police à un poste de contrôle à Bamenda a ouvert le feu sur un véhicule qui ne voulait pas se plier à un contrôle de routine. En manquant le véhicule, il a tué une fillette de 7 ans qui rentrait de l'école. Ces deux incidents ont suscité des protestations pacifiques de la population, auxquelles les militaires ont répondu par des balles réelles à Bamenda, tuant au moins un manifestant et en blessant plusieurs autres.

Le rôle de la communauté internationale

Le gouvernement camerounais a largement échappé à l'examen public en raison de son utilité aux yeux de la communauté internationale dans la bataille contre le groupe islamiste nigérien Boko Haram dans sa région de l'Extrême-Nord. Cependant, les études montrent que le Cameroun est désormais en train d'utiliser des armes acquises pour combattre Boko Haram afin de commettre des atrocités loin de là dans les régions anglophones. Le Cameroun accueille également 350 000 réfugiés ayant fui la violence en République centrafricaine et au Nigéria.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a appelé à un cessez-le-feu mondial en raison du COVID-19 et a auparavant appelé à des négociations inclusives pour mettre fin à la crise : ni l'un ni l'autre ne se sont produits. L'Union africaine, le Commonwealth, et la Francophonie ont émis des réprimandes mesurées. Le Parlement européen a adopté une résolution en novembre 2021 sur la situation des droits de l'homme dans le conflit, appelant à l'action.

Le Cameroun est soutenu par la France qui a des unités de sa Légion étrangère stationnées dans la région. Alors que les Britanniques ont quitté l'Afrique à l'indépendance, cela n'a pas été le cas pour les Français. Ils restent étroitement impliqués dans la vie économique et militaire de leurs anciennes colonies. Le gouvernement britannique soutient le référendum de 1961 souvent cité dans les griefs anglophones.

Les États-Unis ont réduit l'aide militaire et supprimé les avantages commerciaux attribués au Cameroun en réponse aux violations des droits de l'Homme. En juin 2021, ils ont annoncé une politique de restriction des visas pour les personnes responsables de l'entrave à la résolution pacifique de la crise.

Il est essentiel que les états et les organisations internationales passent de l'expression de leur inquiétude face à la crise camerounaise à une action coordonnée. La communauté internationale a échoué à encourager un cessez-le-feu et des pourparlers de paix. Des sanctions intelligentes et ciblées à l'encontre de certains dirigeants peuvent briser l'impasse et ouvrir la voie à la paix, ce qui serait une bouée de sauvetage cruciale et urgente pour les civils du Cameroun anglophone et plus largement pour ce pays qui perd rapidement son statut de pays stable dans une région troublée.

Une note finale

La Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de football devrait se dérouler au Cameroun en janvier-février 2022, après avoir été reportée à deux reprises. Les matchs se dérouleront dans un contexte d'insécurité croissante due au conflit anglophone. Il y a eu au moins 64 attaques à l'engin explosif improvisé en 2021. Certaines explosions d'engins explosifs improvisés ont eu lieu en dehors des régions anglophones, dans des villes où se trouvent les stades de football de la CAN. Pendant ce temps, dans la zone de conflit, des maisons continuent d'être incendiées, des écoliers tués, des civils enlevés, et la population craint à la fois les forces gouvernementales et les « Amba Boys ». Ce ne sont pas les conditions idéales pour accueillir un événement sportif international de haut niveau.

Le tournoi est l'occasion pour le gouvernement camerounais de déclarer une cessation temporaire des hostilités et d'annoncer une feuille de route pour des pourparlers de paix inclusifs sous la médiation d'une tierce partie impartiale. Un nuage de violence plane sur la CAN. Pourtant, ce peut être le moment pour les parties belligérantes de choisir la négociation plutôt que la poursuite du conflit, avec l'encouragement de la communauté internationale.